

# Le programme du P.C.F. à la mesure de la S.F.I.O.

La conjoncture électorale, souci essentiel du P.C.F., comme nous l'avons montré le mois dernier, n'est elle-même pas abordée avec assurance. Impossible de ne pas remarquer la discrétion avec laquelle est évoquée l'élection présidentielle de décembre 1965. On nous rappelle que le P.C.F. « a contribué efficacement à l'entrée en lice d'un candidat qui, se réclamant de l'union de la gauche sans exclusive, obtint l'appui des différents partis qui la composent. »

Fort curieusement, malgré cette allusion qui laisse deviner des marchandages bien précis, le mystérieux candidat de la gauche reste anonyme et son attitude à l'égard du « programme commun », cher à Waldeck Rochet, reste entourée de ténèbres.

Ne s'agit-il pas d'empêcher les militants de se rappeler qu'à son XVII<sup>e</sup> congrès, le P.C.F. avait solennellement proclamé qu'il « ne saurait envisager de se prononcer dès le premier tour pour un candidat non-communiste, sans un accord précis sur un programme commun prévoyant notamment des institutions vraiment démocratiques ainsi que les moyens de faire aboutir ce programme. »

S'il ne savait pas l'envisager en mai 1964, il a assez vite appris à y parvenir, en automne 1965, sans que Mitterrand (puisqu'il faut l'appeler par son nom) se soit le moins du monde engagé quant au programme commun.

Cette dérobade montre par avance ce qu'il faut penser des nouvelles proclamations du genre :

« Le congrès déclare que le P.C.F. ne cautionnera en aucun cas de telles alliances (avec la droite) qui conduisent invariablement à une politique réactionnaire. » Il faut reconnaître que l'équipe dirigeante du P.C.F. essaie de mettre quelques chances de son côté en diluant généreusement son vin. Le programme qu'elle nous présente est garanti sans danger pour le régime. Toute allusion à un changement de Constitution a disparu, ce qui redouble nos inquiétudes quant au développement de la « démocratie véritable », car le précédent congrès nous avait appris « qu'elle ne peut s'exprimer dans l'actuelle Constitution autoritaire ». De Gaulle aurait-il spontanément réformé sa Constitution depuis le XVII<sup>e</sup> congrès ?

Quant à l'évocation des nationalisations et de la gestion démocratique des entreprises nationales, elle traîne avec elle son antidote : quelques lignes plus bas, on rappelle fort justement que c'est seulement « l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme qui créera les conditions de la participation réelle des masses à la gestion des affaires publiques ».

C'est dire combien les bureaucrates eux-mêmes croient à leur propre programme... Mais l'essentiel n'est-il pas de rassurer « nos » alliés sociaux-démocrates ?

Craignant de n'en avoir pas fait assez dans ce domaine, et ne reculant devant aucun sacrifice sur l'autel de l'unité, nos bureaucrates entreprennent galamment de donner la sérénade à la social-démocratie, jeune première plus qu'à moitié faisandée pourtant. On fait tout à coup semblant de croire pour de bon que le socialisme est le véritable objectif des socialistes, et on les adjure, sans rire, de renoncer à la collaboration de classes. On leur explique gravement qu'ils doivent admettre la nécessité de la dictature du prolétariat. Mais, pour leur faciliter l'ingestion de cette pilule amère, on te vous leur trousse une définition de ladite dictature du prolétariat qui s'abrite malhonnêtement derrière le nom de Karl Marx mais qui n'a

plus avec les principes marxistes que des rapports extrêmement lointains :

« Le fondateur du socialisme scientifique, Karl Marx, appelle dictature du prolétariat, ce pouvoir temporaire ou la démocratie la plus large pour tous les travailleurs va de pair avec la défense intransigeante du socialisme contre les tentatives réactionnaires. »

Comme on peut le constater, la formulation laisse discrètement entendre que cette dictature du prolétariat-là date un peu, et qu'au besoin, il ne serait pas impossible de s'arranger autrement, sous l'influence des « conditions objectives » naturellement ! Ne multiplie-t-on pas les promesses d'assurer la pluralité des partis, la liberté et le respect des droits de l'homme ?

Cette situation idyllique fera suite, bien entendu, à une arrivée au socialisme par l'arche triomphale des voies pacifiques, dont on affirme sérieusement qu'à « notre époque » la possibilité ne cesse de grandir. On se demande comment, puisque quelques lignes plus bas (impardonnable distraction d'un bureaucrate, sans doute) on affirme non moins sérieusement, mais avec un peu de raisons, que « la bourgeoisie dominante ne se démettra jamais de son plein gré. »

Toute cette argumentation ne vise-t-elle pas à faire croire que l'« unité » entre socialistes et communistes, présentée comme la panacée indispensable à toute progression du mouvement ouvrier, se réalisera sur une base idéologique ? Et de publier côte à côte, dans les journaux officiels mais quasi confidentiels des deux partis (le Populaire et France Nouvelle) deux longues et creuses proclamations de principe qui évitent soigneusement toute allusion à des problèmes concrets et actuels et qui évoquent irrésistiblement le dialogue de sourds.

Ceci pour la façade « idéologique ». En fait, les déterminants de cette politique unitaire sont beaucoup plus terre à terre. Et si Guy Mollet, au congrès extraordinaire de la S.F.I.O., est amené à souligner l'importance du dialogue avec les communistes ce n'est pas parce qu'il obéit à des principes, c'est tout d'abord parce qu'il sait compter et parce qu'il se garde bien d'oublier qu'une partie importante du groupe parlementaire socialiste doit sa présence à l'Assemblée Nationale au désistement opportun (pour ne pas dire opportuniste) d'un candidat communiste. Mais nos bureaucrates ne font-ils pas mine de prendre ses déclarations pour argent comptant ? Et de jubiler lorsque, quelques jours plus tard, Mitterrand se voit obligé, pour ne pas risquer de faire les frais d'une alliance S.F.I.O.-P.C.F., d'affirmer à son tour la nécessité d'une alliance électorale avec le P.C.F. Deux déclarations de ce genre suffisent aux yeux des bureaucrates pour justifier leur opportunisme.

Mais la Fédération, dont ils briguent les faveurs, leur réserve encore des amertumes. Le même pointage électoral qui fait le plus souvent pencher à gauche Mollet ou Mitterrand, les ramèneront vers la droite lorsqu'ils seront devant les cas des circonscriptions où des voix radicales, voire centristes, leur seront nécessaires. Pratiquant alors la technique de l'indignation vertueuse la direction du P.C.F. retrouvera un moment son verbe « de gauche » brandissant contre les traitres, les foudres du mécontentement de la classe ouvrière. Ce qui donne à ses positions un curieux mouvement oscillatoire, claudiquant toutefois au pied droit.

Les dirigeants du P.C.F. n'en sont plus à une contradiction près. La perplexité du militant devant leur prose ne les inquiète pas plus que les questions qui seront posées à l'occasion de la discussion préparatoire du congrès. Toutes les mesures ont d'ailleurs été prises pour que celle-ci soit réduite à sa plus simple expression.

La direction semble, bien au contraire, spéculer sur le fait que de nombreux militants, démoralisés, voire démobilisés, ne liront pas le projet de résolution, ne suivront que de loin les « travaux » du congrès et se mettront à l'œuvre pour préparer les élections sans que soit abordée une discussion gênante. Il ne s'agit même plus d'opportunisme, mais de l'emprisonnement le plus vulgaire. C'est peut-être au lendemain des élections qui risquent fort de ne pas être triomphales, que commencent à se dissiper les fumées répandues par les bureaucrates. Et c'est en vue des discussions qui se dérouleront alors, que l'on peut dès maintenant essayer de montrer aux meilleurs et aux plus conscients d'entre les militants du P.C.F. comment l'équipe dirigeante du parti se moque d'eux et de la classe ouvrière. S. B.

## LA SINISTRA

un nouveau mensuel communiste italien

La session du Comité central du Parti communiste italien qui a eu lieu pendant la seconde moitié du mois d'octobre a été une désillusion pour les communistes de gauche qui s'étaient battus durant la préparation du XI<sup>e</sup> Congrès du parti. Les Ingraiens (partisans d'Ingrao, membre du Bureau politique qui avait été le dirigeant de la gauche au dernier congrès) ne sont pratiquement pas intervenus, Ingrao lui-même se limitant à un discours sans relief.

Dans cette atmosphère, la parution d'un nouveau mensuel, *La Sinistra* (la Gauche) a suscité un grand intérêt et de nouveaux espoirs.

Durant l'été dernier, la publication d'une circulaire de lancement de *la Sinistra* avait attiré l'attention de la gauche du P.C.I. et du P.S.I.U.P. (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne, le parti socialiste de gauche issu du parti de Nenni). La circulaire déclarait que la revue « est née de l'exigence de discuter et d'approfondir les thèmes et problèmes qui concernent toute la gauche ouvrière, indépendamment de leur conditionnement par un seul parti ».

Le document continue en disant que « l'intensification de l'agression impérialiste des Etats-Unis au Vietnam, l'absence d'évolution automatique des pays sous-développés dans un sens progressiste, le fait qu'au contraire, dans beaucoup d'entre eux des formes violentes et terroristes de réaction se soient affirmées, la crise profonde qui s'est emparée de l'ensemble des pays socialistes et dont le conflit sino-soviétique n'est que l'expression la plus ouverte et la plus grave de conséquences, sont des éléments qui rendent nécessaire un réexamen complet des analyses et des stratégies proposées durant les dix dernières années, en particulier la conception de la « coexistence pacifique » dans ses implications multiples ».

Après avoir passé en revue la situation présente du capitalisme, le document continue : « Le Vietnam sur le plan politi-

que, et le Marché Commun sur le plan économique ont rendu nécessaire de façon pressante que toute perspective stratégique et à moyen terme ait une référence internationale, et *la Sinistra* se propose de s'engager à fond dans cette direction. Nous nous proposons également d'affronter à l'aide des instruments offerts par le marxisme l'analyse de la structure et des tendances de la société italienne d'aujourd'hui, car nous sommes d'avis que des contributions dans ce sens seront effectivement utiles dans le cadre de la carence actuelle de recherches économiques et sociales et d'élaboration stratégique. »

« Cet effort de recherche ne peut pas ne pas traiter de quelques thèmes théoriques politiques importants, tels que la nature de l'Etat et son rôle, la crise des institutions parlementaires et leurs limites, la dynamique et les conflits de classe, les tendances du développement et les contradictions internes du capitalisme d'aujourd'hui aux Etats-Unis et en Europe ».

Après avoir déclaré qu'une « attention toute particulière sera consacrée aux problèmes des conditions de vie et de travail et au développement des luttes de la classe ouvrière », la circulaire dit : « Nous sommes convaincus que, pour renverser le processus de social-démocratisation et favoriser un processus révolutionnaire, il faut faire appel à des forces larges, en premier lieu à tous ceux qui, dans le cadre de la gauche traditionnelle du mouvement ouvrier, sont prêts à prendre une position explicitement et concrètement anticapitaliste et antiréformiste, unis aussi à toutes les forces latentes dans le pays qui ne trouvent pas aujourd'hui leur expression de parti. »

La première livraison du magazine a reçu un accueil positif dans de larges milieux de gauche. Elle n'a évidemment pas une perspective ouvertement révolutionnaire, mais elle développe des points de vue intéressants et pose des problèmes importants.

Correspondant Perspective mondiale.

## Encore une nouvelle hémorragie : L'U.E.C. Y SURVIVRA-T-ELLE ?

L'Union des Etudiants Communistes vient de nouveau d'être secouée par une crise qui semble bien être la dernière avant la désintégration totale de l'organisation et sa restructuration sous d'autres formes par le P.C.

A la suite de l'exclusion de l'opposition de gauche au mois d'avril, l'U.E.C. avait perdu l'essentiel de son aile militante, regroupée dans la J.C.R. Il ne restait plus dans l'Union qu'une direction dévouée corps et âme au B.P. du P.C.F., et une petite base de plus en plus attirée par les thèses chinoises. Une partie importante des adhérents, désespérée par cette crise et la paralysie qui en résultait, n'avait pas repris sa carte au mois d'octobre. Depuis la rentrée universitaire, l'U.E.C. n'a plus eu d'activité dans la majorité des villes universitaires, laissant à la J.C.R. le monopole de l'intervention politique.

Cependant, durant ces quelques mois, une tendance se renforçait et s'organisait pour arriver rapidement à contrôler ce qui restait de l'organisation à Paris et dans de nombreuses villes de province. Ce courant, regroupé derrière le secteur des Ecoles normales supérieures, se réclamait il y a quelques mois des positions de Louis Althusser. Lors de l'exclusion de la gauche, cette fraction, encore peu développée, s'était prononcée contre toute mesure disciplinaire. Elle estimait cependant qu'il ne fallait rien faire qui puisse aboutir à une rupture avec le P.C.F. Dès lors, bien que très proches des positions chinoises, ces militants refusèrent de se démarquer sur les grands problèmes politiques, notamment sur Mitterrand, et se cantonnèrent dans des cycles de formation théorique, destinés à former les futurs régénérateurs du P.C.

La direction du P.C. a pu ainsi utiliser ce courant comme caution de gauche contre l'opposition révolutionnaire. Cette opposition exclue, le courant E.N.S. se trouva dans une situation intenable n'ayant plus comme possibilité que de s'aligner ou de faire partie de la prochaine « charrette ».

C'est à la suite d'une scission interne de ce courant que la crise se précipita. Une dizaine de responsables parisiens décidaient, il y a un mois, de rompre avec ce courant « confus, irrésolu, etc. », et rejoignaient avec Gilbert Murry, secrétaire du Centre d'études et de recherches marxistes du P.C., le Mouvement communiste français (P.C. pro-chinois). La direction de l'U.E.C. mit alors le courant de la

rue d'Ulm au pied du mur : elle décidait que, pour reprendre sa carte de l'U.E.C., il faudrait signer un texte en 4 points condamnant le P.C.C. et la Révolution culturelle. La plupart des cercles parisiens refusèrent et découvrirent alors en l'espace de quelques semaines la « trahison » du P.C.F. qui aurait cessé d'être un parti révolutionnaire après la réunion du Comité central d'Argenteuil, qui, on s'en souvient, avait condamné les travaux d'Althusser. Le 23 novembre, une assemblée générale des militants de Paris se trouvait interdite par la direction nationale qui fit fermer ses locaux. Plus de 80 étudiants se présentèrent devant le rideau de fer et n'y trouvèrent que 2 cars de police... Le 27 novembre, le Comité national de l'U.E.C., indiquait au milieu d'un communiqué de « succès » et d'autofélicitation la « réorganisation » des secteurs parisiens, c'est-à-dire leur dissolution.

Bénéficiant du soutien de certains intellectuels du P.C.F., les exclus (environ 200 en France) ont sorti un journal, *Garde Rouge*, et ont lancé une « Jeunesse communiste marxiste-léniniste ». Nous reviendrons prochainement sur ce courant, mais, dès à présent, il semble probable qu'ils puissent regrouper les derniers militants de l'U.E.C. Ces étudiants sont, pour la plupart, d'anciens suivistes de la direction du P.C. qui ont évolué très vite à partir de la révolution vietnamienne, mais qui, du fait de leur éducation stalinienne, sont encore hostiles à la J.C.R. et basculent du camp khrouchtchevien dans le camp chinois avec un suivisme qui confine parfois au ridicule. A moyen terme, ce courant aura un choix décisif à faire qui risque de le faire éclater.

En effet, totalement pro-chinoise, la J.C.M.L. refuse d'entrer dans le P.C. pro-chinois officiel qu'elle juge trop sectaire et trop primaire sur le plan théorique. Il faut bien qu'un jour cette organisation indépendante de ceux qui bénéficient de l'appui du P.C.C. théorise sa propre indépendance ou décide sa fusion avec les autres. Des discussions ont déjà lieu qui peuvent aboutir à de nouveaux clivages.

Dès à présent, une chose est certaine : la crise du stalinisme a liquidé l'organisation étudiante du P.C. Désormais, seuls la J.C.R. et les pro-chinois sont à même d'organiser les luttes étudiantes. En ce sens, il est tout à fait positif que ces deux organisations semblent s'être mises d'accord pour travailler ensemble dans des comités de base contre l'agression américaine au Vietnam. H. ANCELOT.

### « MAIS, DIT... »

André Wurmser, dans l'*Huma* du 17 novembre, exhale son indignation contre les auteurs d'un dictionnaire qui ont pu mentionner Paul Raynaud et Georges Bidault sans citer ni Thorez ni Péri, et dont le « Tableau synoptique des littératures » honore Malraux et Camus en ignorant Eluard et Aragon.

En effet, c'est là un bien mauvais procédé.

C'est aussi vilain — n'est-ce pas, André Wurmser ? — que de parler des mœurs de la mer Noire sans citer Marty... ou de la Révolution d'Octobre sans nommer Trotsky.

### EVOLUTION

Certains n'ont pas oublié cette fameuse manchette de l'*Huma*, s'appliquant à de Gaulle : « Mépris de fer, sabre de bois, culotte de peau ». Elle était due à la plume de Pierre Hervé, alors député du P.C.F. et rédacteur en chef de l'*Huma* et, aujourd'hui... membre de la « gauche gaulliste ».